

Zeitschrift: Protar
Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes
Band: 17 (1951)
Heft: 5-6

Artikel: Lieux de Genève et zones de sécurité d'après les Conventions de Genève de 1949
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-363378>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

koreanischen Schlachtfeld in Erscheinung getreten. Darüber berichtet die «Flugwehr und Technik» (März 51) folgendes: «Besonders gefährlich für den von Spritzern Getroffenen ist die Klebefähigkeit des Gelees: in Korea soll sich oft gezeigt haben, dass Napalm-Spritzer auf den dicken Winteruniformen zum Tod des Soldaten führten. Rettung bringt einzig die Flucht... Als Beispiele für die ausserordentliche Wirkung der Napalmbombe im Einsatz gegen befestigte Siedlungen werden angeführt: die Stadt Anyang (15 km südlich Söul), die in einen einzigen Trümmer-

haufen verwandelt wurde; das Dorf Haman sowie eine vom Feind stark befestigte Stadt nördlich von Taegu. Die ausgedehnten Schäden in der Großstadt Söul (sie hat 1,2 Millionen Einwohner) sowie der rasche Zusammenbruch der nordkoreanischen Verteidigung im September 1950 müssen in der Hauptsache auf den Massenabwurf von Napalm-Brandbomben durch amerikanische Flieger zurückgeführt werden. Bisher haben Städte stets die Verteidigung begünstigt. Es scheint, als ob die Napalm-Brandbombe auch in dieser Hinsicht eine Aenderung herbeizuführen berufen wäre.»
Wt.

Schutz der Zivilbevölkerung

Lieux de Genève et zones de sécurité d'après les Conventions de Genève de 1949

A l'issue de la partie administrative de l'assemblée générale annuelle de la Société genevoise d'utilité publique, tenue à l'Athénée, à Genève, le 11 avril 1951, le président, Dr André Ferrero, donna la parole à M. August-Raynald Werner, auteur de l'ouvrage «La Croix-Rouge et les Conventions de Genève», pour une causerie sur les «Lieux de Genève et zones de sécurité d'après les Conventions de Genève du 12 août 1949».

Ayant rappelé que les préoccupations humanitaires n'ont jamais été étrangères à la Société genevoise d'utilité publique puisque c'est de son sein que sortit en 1863 le groupement qui devait devenir le Comité international de la Croix-Rouge, l'orateur retraça d'abord l'histoire de l'idée des Lieux de Genève. Lancée en décembre 1930 par le médecin général français Saint-Paul dans une lettre publiée par la Revue internationale de la Croix-Rouge, l'idée des Lieux de Genève parut bien près de sa réalisation à la suite du Congrès de médecine et de pharmacie militaire tenu à Madrid en 1933, et de la XV^e Conférence internationale de la Croix-Rouge réunie à Tokio en 1934. — Mais la deuxième guerre mondiale survint bientôt.

Les Conventions de Genève du 12 août 1949 n'ont qu'imparfaitement repris l'idée des Lieux de Genève. D'ailleurs ces conventions pèchent d'une façon générale par leur ampleur trop ambitieuse. Une fâcheuse «mystique de la lettre» a inspiré le sentiment qu'il suffisait d'adopter des textes pour assurer une protection accrue, de sorte qu'on doit craindre que ces conventions ne contiennent un nombre élevé de dispositions pratiquement inapplicables. — On peut à cet égard se demander si la Conférence diplomatique de 1949 ne s'est pas réunie prématurément.

Quoi qu'il en soit, l'idée originale des Lieux de Genève se retrouve dans les articles 23 de la Convention I (pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne) et 14 et 15 de la Convention IV (relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre). — L'orateur analyse ces différents textes.

Les articles 23 de la Convention I et 14 et 15 de la Convention IV prévoient des zones et localités sanitaires et de sécurité. Un projet d'accord entre belligérants est annexé à chacune de ces deux conventions, qui prévoit les conditions auxquelles les dites zones doivent répondre, les obligations auxquelles elles sont soumises et qui constituent juridiquement de

véritables «servitudes temporaires de droit international public», ainsi que la signalisation spéciale de ces zones par bandes obliques rouges sur fond blanc. Des commissions de contrôle, qui seront tout naturellement composées de neutres, sont également prévues.

L'article 15 de la IV^e Convention s'inspire aussi de l'idée des Lieux de Genève, qui prévoit la constitution de zones neutralisées dans les régions même où ont lieu des combats. Aucun projet d'accord à passer à cet effet entre belligérants n'est annexé à la Convention. — D'une mission humanitaire remplie par lui à Bilbao en 1937, pendant le siège de cette ville par les troupes du général Mola, l'orateur a gardé le souvenir que la création de zones neutralisées dans les régions où ont lieu des combats se heurte à des difficultés encore plus grandes que celle des zones et localités sanitaires et de sécurité prévues par les articles 23 de la Convention I et 14 de la Convention IV. Parlant dans son émouvant livre «A Jérusalem, un drapeau» des zones de sécurité, créées en Palestine sous le drapeau du Comité international de la Croix-Rouge, M. Jacques de Reynier rapporte de même que «leur fin eut toujours pour origine une violation grave de leur statut par les troupes combattantes».

Le rôle dévolu au Comité international de la Croix-Rouge mérite de retenir l'attention puisque ce comité n'est pas seulement mentionné aux articles 23 de la Convention I et 14 de la Convention IV, mais qu'il est bel et bien, par ces textes, invité à prêter ses bons offices pour faciliter l'établissement et la reconnaissance des zones et localités sanitaires et de sécurité. Le Comité international de la Croix-Rouge est donc engagé à se dépenser en faveur de la création de ces zones, et ce, même s'il n'en a pas l'administration, car la Convention ne crée par ailleurs aucun monopole en sa faveur.

On peut regretter que l'expression de «Lieux de Genève» n'ait pas été dûment consacrée par les Conventions de 1949. Mais il n'en reste pas moins que l'idée du général Saint-Paul et cette expression même de «Lieux de Genève» sont d'ores et déjà pleinement accréditées auprès des gouvernements et dans le grand public. Elles sont en vérité aussi riches de possibilités, encore à développer, que l'étaient jadis l'idée de Henri Dunant et le signe de la croix-rouge sur fond blanc. — Et on ne peut par exemple qu'espérer, même contre toute attente, que les efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge

d'une part, et par le Comité international des Lieux de Genève d'autre part, en vue de la création de zones de sécurité en Corée, aboutiront, pour finir, au résultat visé.

C'est cependant sur un autre plan que l'action du Comité international des Lieux de Genève est peut-être la plus utile et la mieux assurée du succès, surtout si elle trouve l'appui de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, particulièrement bien outillée dans ce domaine du fait de ses relations organiques avec les diverses Croix-Rouges nationales. Il s'agit de l'aménagement

dans chaque pays, en temps de paix déjà, par des mesures internes d'ordre technique et de mobilisation civile; de zones (on parle aussi de «réserves» ou de «parcs») aptes à servir en temps de guerre de refuge à la population civile. Cette action-là, n'étant pas subordonnée à des accords, toujours problématiques, entre belligérants, mais reposant surtout sur la propre aptitude, technique et topographique, des zones aménagées à servir de refuge, est en tous cas beaucoup plus simple et peut-être beaucoup plus sûre que l'établissement des zones de sécurité par les Conventions de Genève de 1949.

Kleine Mitteilungen

Tritium (T) für Wasserstoffbomben

Dieses Isotope des Wasserstoffs mit der Massenzahl 3 kommt praktisch in der Natur nicht vor. Es kommt deshalb die künstliche Herstellung durch Beschiessen von Lithium, wobei das mit 10% vertretene Isotop ${}^6_3\text{Li}$ reagiert, in Frage:



In die Bombe wird es verflüssigt eingefüllt. Bis zur Explosion muss es auf der Verflüssigungstemperatur bleiben. T hat eine Halbwertszeit von 12,1 Jahren. Es ist nur begrenzt haltbar. Du Pont soll zurzeit in Südkarolina eine Anlage zur Tritiumherstellung bauen, die 260 Mill. Dollars kosten soll.

In der Wasserstoffbombe spielen sich vermutlich folgende Reaktionen ab:



oder



Die zweite mögliche Reaktion also unter Mitwirkung von Deuterium.

Chem. Eng. (1951) Jan. p. 181

Eine gute Idee

ist der Entschluss der Schweiz. Zentrale für Flüchtlingshilfe, dieses Jahr im Rahmen ihrer traditionellen Sammlung im Juni an Stelle eines üblichen Abzeichens eine *Reflex-Leuchtplakette* zu verkaufen. Diese bietet dem *Fussgänger Schutz auf nächtlicher Strasse*, weil sie ihn dem Fahrzeuglenker aus beträchtlicher Distanz sichtbar macht. Die Plakettenaktion wird von den Polizeibehörden und Verkehrsverbänden unterstützt, denn sie trägt zur Hebung der Verkehrssicherheit bei. Wer die Reflex-Plakette kauft und benützt, schützt sein Leben und hilft den Flüchtlingen in der Schweiz, denen der gesamte Erlös zugute kommt.

Plakettenverkauf: 29./30. Juni. Preis 1 Franken.

Postcheck der Schweiz. Zentralstelle für Flüchtlingshilfe:
Zürich VIII/ 33 000

Luftschutztruppen in Airolo

Das Eidg. Militärdepartement teilt mit: Im Rahmen der Aktionen gegen die Lawinenschäden hat die Abteilung für Luftschutz des Eidg. Militärdepartementes in Einvernehmen mit dem kantonalen Militärdepartement und der Gemeinde-

behörde angeordnet, dass in Airolo Luftschutztruppen eingesetzt werden. Der Luftschutz-Umschulungskurs 17. (Kaderkurs der Tessiner Luftschutztruppen), der in der zweiten Oktoberhälfte in Bellinzona hätte stattfinden sollen, wird drei Monate vorverlegt und das Tessiner Kontingent unter dem Kommando von Major Janner wird am 9. Juli um 11 Uhr in Airolo einrücken. Die Tessiner Truppen werden nachher im Turnus abgelöst durch solche aus dem Wallis und der welschen Schweiz.

Unfall bei einer Luftschutzübung

Bei einer Luftschutzübung in Visp erlitt die 18 Jahre alte Olga Zengaffinen von Steg (Oberwallis) eine Vergiftung, obwohl sie mit einer Gasmaske ausgerüstet war. Sie ist unter grossen Schmerzen der Vergiftung erlegen.

Unrichtige Version über einen Todesfall

Zu den Pressemeldungen über den Tod einer jungen Tochter im Oberwallis, der angeblich nach einer Luftschutzübung unter Verwendung einer Gasmaske eingetreten sein soll, teilt das Eidgenössische Militärdepartement mit:

«Es handelte sich nicht um eine Luftschutzübung, und es wurde keine Gasmaske verwendet, wie fälschlicherweise behauptet worden ist. In Wirklichkeit hat eine Fabrikleitung ihre Arbeiter und Arbeiterinnen über die ersten Massnahmen bei Feuerausbruch und über die Handhabung der Löschgeräte unterrichten lassen. Dabei wurde mit einem halben Liter Spiritus ein kleines Feuer entzündet und dieses gelöscht. Die Verstorbene hat an dieser Übung teilgenommen. Am andern Tag fühlte sie sich bei der Arbeit nicht wohl. Sie suchte später den Arzt auf und starb am zehnten Tag nach der Übung. — Die Autopsie ergab eindeutig, dass der Tod auf die Erkrankung innerer Organe zurückzuführen war. Vergiftungserscheinungen, die ihre Ursache in der Übung gehabt hätten, sind nicht festgestellt worden. Es steht somit *unbestritten* fest, dass der *Luftschutz* und die Qualität der Gasmaske mit dem Todesfall in *absolut keinem Zusammenhang* stehen. Das Bedauern mit der Unglücklichen und ihren Angehörigen ist allgemein.»

Es ist schon erstaunlich, was die Tagespresse sich gelegentlich für Musterchen leistet. Red.

Schutz vor der Atombombe

Bereits besteht ein Bundesbeschluss, der den Einbau von Luftschutzräumen in Neubauten obligatorisch erklärt, und ein weiterer, der die Errichtung von Schutzräumen auch in